



Informations de base	
<b>2021/0161(NLE)</b> NLE - Procédures non législatives Règlement	En attente de décision finale
Prévisibilité pour les États membres et procédures de résolution des contentieux lors de la mise à disposition des ressources propres traditionnelles, de la ressource propre fondée sur la TVA et de la ressource propre fondée sur le RNB  Modification Règlement 2014/609 <a href="#">2011/0185(CNS)</a>  <b>Subject</b>  8.70.01 Financement du budget, ressources propres	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div>BUDG</div> Budgets		FERNANDES José Manuel (EPP)  HAYER Valérie (Renew)	14/07/2021  14/07/2021
Conseil de l'Union européenne				
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Budget		HAHN Johannes	
Cour des comptes européenne				

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
25/06/2021	Publication de la proposition législative	COM(2021)0327 	Résumé
08/07/2021	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
09/12/2021	Vote en commission		
10/12/2021	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A9-0347/2021	
14/12/2021	Décision du Parlement	T9-0494/2021	Résumé
14/12/2021	Résultat du vote au parlement		


Informations techniques	
Référence de la procédure	2021/0161(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Consultation du Parlement
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement 2014/609 <a href="#">2011/0185(CNS)</a>
Base juridique	Traité Euratom A 106a-pa Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 322-p2
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Cour des comptes européenne</a>
État de la procédure	En attente de décision finale
Dossier de la commission	BUDG/9/06422

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE697.681</a>	20/10/2021	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A9-0347/2021</a>	10/12/2021	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T9-0494/2021</a>	14/12/2021	<a href="#">Résumé</a>

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	<a href="#">COM(2021)0327</a> 	25/06/2021	<a href="#">Résumé</a>
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	<a href="#">SP(2022)38</a>	18/02/2022	

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
CofA	Cour des comptes: avis, rapport	<a href="#">52021AA0002</a> <a href="#">JO C 402I 05.10.2021, p. 0001</a>	22/09/2021	

**Prévisibilité pour les États membres et procédures de résolution des contentieux lors de la mise à disposition des ressources propres traditionnelles, de la ressource propre fondée sur la TVA et de la ressource propre fondée sur le RNB**

OBJECTIF : renforcer la prévisibilité pour les États membres et clarifier les procédures de résolution des contentieux lors de la mise à disposition des ressources propres traditionnelles, de la ressource propre fondée sur la TVA et de la ressource propre fondée sur le RNB.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil adopte l'acte après consultation du Parlement européen mais sans être tenu de suivre l'avis de celui-ci.

CONTEXTE : si le [règlement \(UE, Euratom\) n° 609/2014 du Conseil](#) a constitué un point d'ancrage solide et stable pour les mécanismes de financement de l'Union, les dispositions portant sur la mise à disposition des ressources propres doivent être améliorées afin d'accroître la prévisibilité pour les États membres et de clarifier les procédures de résolution des contentieux.

Dans le cadre de l'élaboration de la présente proposition, la Commission a transmis un questionnaire détaillé aux États membres, au Parlement européen et à la Cour des comptes européenne afin d'évaluer la teneur et le fonctionnement pratique du règlement (UE, Euratom) n° 609/2014 du Conseil. Les réponses à ce questionnaire ont confirmé le bon fonctionnement général dudit règlement. Toutefois, les États membres ont aussi formulé plusieurs demandes d'amélioration.

CONTENU : la proposition vise à modifier le règlement (UE, Euratom) n° 609/2014 du Conseil en vue d'établir les dispositions nécessaires pour **déterminer les modalités et les procédures de mise à disposition des ressources propres**. Elle expose à cette fin un système conçu pour garantir des paiements réguliers et en temps utile en faveur du budget de l'Union.

Concrètement, la proposition :

- prévoit la possibilité pour la Commission de mettre en place un compte «ressources propres» centralisé en vue de gagner en efficacité et de mettre en place une approche commune de la gestion de la trésorerie;
- donne aux États membres la possibilité, au cas par cas, d'effectuer des paiements par anticipation après en avoir préalablement informé la Commission;
- modifie l'ajustement des soldes annuels et reporte à l'exercice N+2 la mise à disposition des ajustements par les États membres afin d'accroître la prévisibilité des contributions nationales au budget de l'Union;
- modifie les règles relatives aux intérêts de retard: le règlement (UE, Euratom) 2016/804 du Conseil avait déjà plafonné à 16 points de pourcentage l'accroissement du taux d'intérêt au-dessus du taux de base. La proposition étend le plafonnement de l'accroissement du taux d'intérêt à l'ensemble des cas. En outre, elle augmente le montant pour lequel il est renoncé au recouvrement des intérêts en le faisant passer de 500 EUR à 1000 EUR afin d'améliorer le rapport coût/efficacité des procédures de recouvrement;
- modifie les dispositions du règlement (UE, Euratom) n° 609/2014 relatives aux montants irrécouvrables de manière à instaurer un délai général pour le retrait des montants de cette comptabilité séparée, afin que les cas inscrits dans ladite comptabilité séparée fassent l'objet d'un réexamen régulier;
- définit des délais de procédure supplémentaires applicables à la Commission et aux États membres afin d'assurer le suivi en temps utile des communications de mise en non-valeur et d'appuyer une évaluation rapide et en toute transparence de la décision de l'État membre de ne pas mettre à disposition les montants irrécouvrables de ressources propres traditionnelles;
- établit formellement une procédure de réexamen afin d'améliorer la transparence et de clarifier les droits de la défense des États membres en ce qui concerne les cas de désaccord entre les États membres et la Commission au sujet de la mise à disposition des ressources propres traditionnelles;
- introduit des dispositions afin de refléter la pratique actuelle de paiement assorti de réserves, qui donne la possibilité d'introduire une action fondée sur l'enrichissement sans cause contre la Commission;
- ajoute l'Allemagne aux bénéficiaires de corrections forfaitaires, tandis que la mention de la correction en faveur du Royaume-Uni est supprimée.

#### ***Incidence budgétaire***

La proposition ne modifierait pas les ressources humaines et administratives nécessaires par rapport au règlement (UE, Euratom) n° 609/2014 du Conseil. Toutefois, l'extension du plafonnement de l'accroissement du taux d'intérêt à l'ensemble des cas entraînera une diminution des produits d'intérêts perçus pour le budget de l'Union. Son incidence financière, calculée sur la base des montants de référence des exercices passés [à compter de l'entrée en vigueur du règlement (UE, Euratom) 2016/804 du Conseil] est estimée à 27,5 millions d'EUR par an.

## **Prévisibilité pour les États membres et procédures de résolution des contentieux lors de la mise à disposition des ressources propres traditionnelles, de la ressource propre fondée sur la TVA et de la ressource propre fondée sur le RNB**

Le Parlement européen a adopté par 516 voix pour, 116 contre et 30 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 609/2014 afin de renforcer la prévisibilité pour les États membres et de clarifier les procédures de résolution des contentieux lors de la mise à disposition des ressources propres traditionnelles, de la ressource propre fondée sur la TVA et de la ressource propre fondée sur le RNB.

La proposition vise à modifier le règlement (UE, Euratom) n° 609/2014 du Conseil en vue d'établir les dispositions nécessaires pour déterminer les modalités et les procédures de mise à disposition des ressources propres. Elle expose à cette fin un système conçu pour garantir des paiements réguliers et en temps utile en faveur du budget de l'Union.

Le Parlement a approuvé la proposition de la Commission sous réserve d'amendements tendant à supprimer les paragraphes, considérants et références qui se rapportent aux modifications proposées dans le texte de la Commission en ce qui concerne la **méthode de calcul des intérêts de retard** ainsi que la **procédure de réexamen** en cas de désaccord entre un État membre et la Commission tel que visé à l'article 13, paragraphe 5, ou portant sur d'autres montants de ressources propres traditionnelles dus au budget de l'Union.